

<http://lipietz.net/Guerre-en-Ukraine-ou-en-est-on-septembre-2022>

20 septembre 2022

Guerre en Ukraine : où en est-on ? (septembre 2022)

- Vie publique - Articles et débats -

Date de mise en ligne : dimanche 13 août 2023

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Premier d'une série d'articles sur la guerre d'Ukraine publiés sur AOC-Media, eux-mêmes synthèses de mes billets et commentaires sur ma page Facebook, ce texte analyse le succès spectaculaire de la contre-offensive ukrainienne de l'été 2022 au Nord-est et les difficultés sur la rive droite du Dniepr, ainsi que les problèmes sous-jacents : accueils des populations libérées, risques d'escalade, timidité des démocraties occidentales.

La contre-offensive déclenchée fin août par la République d'Ukraine remporte des succès spectaculaires, mais pas à l'endroit où elle était annoncée. Depuis des mois, les officiels ukrainiens claironnaient cette offensive à l'extrême sud-ouest du front, et en une semaine une offensive de blindés et de forces spéciales très bien entraînées et bien conduites a relancé une guerre de mouvement à l'autre extrémité du front, du sud au nord de Kharkiv, et a libéré 5 500 km², soit la taille d'un département comme la Seine-et-Marne.

À tel point que les blogueurs russes, anciens militaires ou spécialistes, pourtant nationalistes et pro-invasion (donc non-censurés), se déchainent contre la médiocrité du commandement russe et sont devenus la principale source d'information sur les progrès de l'armée ukrainienne (dont les chefs ne communiquent que sur les succès majeurs une fois consolidés). Selon eux, le battage ukrainien, pendant tout l'été, sur l'imminence d'une offensive au sud-ouest ne servait que de camouflage pour l'offensive au nord-est. Il est évident que cela a aussi fonctionné ainsi : les Russes ont dégarni le front de Kharkiv pour renforcer celui de Kherson. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien de sérieux au sud-ouest !

Examinons d'abord ces deux batailles, puis tirons-en quelques considérations sociales, politiques et prospectives : que va faire Poutine ? Que pouvons-nous faire ?

Sur le front nord-est

En 2014, suite à l'insurrection de l'Euromaïdan contre un président qui avait interrompu les négociations d'association avec l'Union européenne, la Douma ukrainienne avait désigné un gouvernement intérimaire regroupant toutes les composantes, y compris l'extrême droite. Les élections législatives organisées dans la foulée balayaient l'extrême droite et marquaient une lourde défaite des partis pro-russes. Les offensives russes de 2014-2015 appuyées par des milices sécessionnistes pro-russes avaient occupé environ un tiers des deux oblasts (départements) du bassin industriel de la rivière Donets, le « Donbass », ainsi que la Crimée. Puis la révolte contre la corruption portait au pouvoir le président Zelensky, rendu célèbre par une série télévisée comique, *Serviteur du Peuple*, qui non seulement dénonçait la corruption endémique au sommet, mais évoquait sans fard les formes d'acculturation populaire à cette corruption.

L'attaque surprise déclenchée par Poutine le 24 février 2022, si elle a lamentablement échoué à prendre Kyiv et Kharkiv, grâce à l'incroyable capacité de résistance et d'auto-organisation de la population et de la petite armée ukrainienne, a permis une considérable extension de la zone d'occupation russe dans le Donbass (les oblasts de Louhansk et Donetsk) mordant largement, au Nord, sur l'oblast de Kharkiv.

Dans l'échelle incertaine des objectifs de guerre de Poutine (officiellement : la « dénazification » de l'Ukraine et la « libération du peuple frère »), la conquête de ces deux oblasts dans leur frontière administrative était souvent évoquée comme le minimum. Cela impliquait la réduction d'un saillant entre les deux oblasts, saillant qui se

présentait comme trois cônes emboîtés.

– À l'extrême-est : le petit saillant de Severodonetsk et Lysychansk, de part et d'autre de la Donetsk.

– Un peu plus large et plus à l'ouest : la région de Siversk à Bakhmut,

– Enfin, le gros morceau encore à l'ouest, le cône de base du saillant : la conurbation industrielle de Siversk-Kramatorsk.

La plupart des experts considéraient en juin dernier qu'après la prise d'Izium puis de Lyman au nord de ce saillant, à partir de la partie de l'oblast de Kharkiv déjà conquise par l'armée russe, et la prise de Popana au sud du saillant, le sort du petit cône à l'extrême-est était scellé. Ce qui s'est confirmé en juillet : après deux batailles urbaines dignes de Stalingrad, les deux villes sont tombées, Lysychansk, théoriquement mieux fortifiée mais écrasée par l'artillerie russe tombant encore plus vite que Severodonetsk, comme si les Ukrainiens avaient sacrifié jusqu'à 100 soldats par jour pour gagner du temps afin d'obtenir des armes occidentales, qu'ils ont aujourd'hui mais n'avaient pas alors. Cette coûteuse victoire des Russes leur a offert le contrôle total de l'oblast de Louhansk.

(Rappelons que, par le mémorandum de Budapest 1994, l'Ukraine avait renoncé à son armement nucléaire hérité de l'URSS en échange de la protection de son intégrité territoriale par trois « garants », les USA, le Royaume Uni (RU) et... la Russie. L'Ukraine n'avait donc qu'une petite armée entièrement équipée de matériel russe et s'est retrouvée à court face la félonie de la Russie attaquant un pays... dont elle était censée garantir l'intégrité territoriale. Rappelons également que le veto, en 2008, du pro-poutinien Nicolas Sarkozy et de la prudente Angela Merkel avait interdit à l'Ukraine de rejoindre l'OTAN. En revanche le protocole de Budapest faisait toujours obligation aux USA et au RU de secourir la République ukrainienne, même sans l'OTAN. D'où leur implication toute particulière.)

En juillet, les experts occidentaux pensaient en général que, forts de cette victoire, les Russes encercleraient directement le grand cône Siversk-Kramatorsk, base du saillant, et le réduirait à l'automne. Mais non, l'armée russe a commencé par tenter de réduire le cône moyen, par une pince nord en atteignant les faubourgs de Siversk à partir de Lyman, par une pince sud visant Bakhmut. On spéculait alors que cette étape intermédiaire serait terminée fin août. Or Siversk et Bakhmut ne sont toujours pas tombées début septembre, et les Russes ne peuvent que bombarder à distance Siversk et Kramatorsk. Ces développements de l'été ont permis de mesurer l'usure de l'armée russe et de ses supplétifs du Donbass (les républiques auto-proclamées de Louhansk et Donetsk), désormais incapables d'offensive de grand style.

Et c'est là que l'offensive ukrainienne, le 6 septembre, perce le front bien plus au nord, à Balakliia, fonce sur le nœud stratégique de Koupiansk, isolant toute la pince nord du dispositif russe sur le Donbass (Izium-Lyman) en voie d'encercllement, puis pique au sud vers Izium mais aussi au nord vers la frontière, semant une panique générale, qui permet aux brigades blindées ukrainiennes de libérer la totalité de l'oblast de Kharkiv, de la frontière russe au nord jusqu'à une rivière au sud-est : l'Oskil, affluent de la rive gauche de la Donetsk qui se jette dans celle-ci un peu en aval d'Izium.

Selon le rapport du 12 septembre de l'Institute for the Study of War (ISW), qui ne réalise ses études qu'à partir de sources ouvertes, en particulier des blogueurs russes, l'Oskil ne sert même pas de ligne de défense pour l'armée russe et affiliés en déroute : Svatove, à 45 km à l'est de l'Oskil, serait déjà évacuée, et les colonnes de véhicules (en retraite ou volés) se concentreraient... à la frontière de 2015 de l'auto-proclamée République de Louhansk. Du coup, l'offensive ukrainienne franchit l'Oskil de part et d'autre du lac de barrage : près de la frontière russe au nord, et au sud d'Izium en se dirigeant vers Lyman.

Par ailleurs, l'évacuation précipitée de Izioum, qui a évité aux forces russes d'être encerclées dans un « chaudron », a permis à l'armée ukrainienne d'attaquer depuis le sud la pince nord menaçant Siversk : Lyman est quasi-reprise, ainsi que la municipalité de Bilohorivka, limitrophe de Lysychansk, si couteusement conquise par les Russes au début de l'été. L'offensive ukrainienne qui a franchi l'Oskil marchant elle-même en direction du sud vers Lyman (elle atteint Sosnove le 15 septembre) menace à son tour d'encercler les forces russes ou supplétives entre Izioum et Lyman, qui s'enfuient.

Autrement dit : il n'y a plus de pince nord menaçant le saillant formé en mars dernier. Et pourtant le général commandant la pince sud, promu en urgence commandant de l'ensemble des forces russes sur le Donbass, continue d'attaquer Bakhmut, objectif de la pince sud depuis des mois, non sans quelques succès millimétriques mais sans portée stratégique dès lors que la pince nord n'existe plus. Peut-être Poutine considérerait-il comme une victoire en soi de prendre cette ville ?

Enfin, ISW indique que l'armée russe a renoncé à envoyer en renfort vers le Donbass les troupes non aguerries recrutées à l'arrière « sur contrat » (rappelons que « l'opération militaire spéciale » de Poutine n'étant pas une guerre, il n'y a pas de mobilisation générale en Russie : c'est d'ailleurs une lourde critique des nationalistes russes contre la politique de Poutine), troupes qui, en ambiance de déroute, se débanderaient au premier contact : sage décision. Mais l'offensive de 6 jours de l'armée ukrainienne va sans doute marquer une pause à l'abri de l'Oskil avec peut-être des opérations de dégagement de Lyman, de Lysychansk et de Severodonetsk, par exemple en prenant Yampil par le sud.

Évaluation de la bataille du nord-est

Quelle leçon tirer de cette offensive extraordinaire, qui n'est pas un « coup opportuniste » – on sait maintenant qu'un corps ukrainien de 15 000 hommes s'y préparait depuis des semaines, se rassemblant dans les forêts en face de Balakliia ?

Tout d'abord : elle est totalement conforme à la grande tradition soviétique, celle qui était enseignée à l'académie Frounzé et n'a pu être mise en œuvre pour la première fois que par Joukov et Vassilievski lors du contre-encerclerment de Stalingrad : l'opération Uranus, décembre 1942. Rien n'y manque : d'abord la « maskirovka », l'art du camouflage local et de l'intoxication de l'adversaire sur le lieu et l'axe de l'offensive, la rupture du front sur un segment affaibli voire assoupi, la cavalcade « sans regarder à droite ni à gauche » vers un nœud logistique de l'adversaire, le pivotement encerclant ceux qui se croyaient les encercler.

Les armes et sans doute le renseignement sont largement américains, des officiers US (qui n'ont jamais conçu une telle opération, ni au Vietnam ni en Irak, à la rigueur en Corée) ont peut-être discuté cette manœuvre « au bac à sable » avec leurs collègues ukrainiens, mais la conception et l'exécution, c'est du grand style de l'Armée rouge et de la Stavka de 1942-45. Les concepteurs ukrainiens de cette manœuvre ont créativement appliqué ce qu'ils ont appris quand ils étaient élèves-officiers d'État-major, en URSS, il y a 30 ans.

Les experts pourront chipoter sur l'échec à encercler l'armée russe dans un « chaudron » à Izioum, mais la formation d'un chaudron n'est pas recommandée par tous les praticiens : Mao Zedong était contre, Bradley et Patton n'en ont pas fait une priorité à Falaise. L'essentiel pour l'armée ukrainienne est que les Russes en fuite y ont abandonné armes et munitions !

L'autre leçon, c'est que l'armée russe a complètement perdu cette culture de l'offensive en profondeur de l'Armée rouge, qu'elle a échoué à mettre en pratique en février 2022 pour conquérir Kyiv, faute d'avoir embarqué la nourriture

et le carburant nécessaires, ayant commis la plus grave des fautes militaires : mépriser son adversaire. Parce que depuis trente ans elle n'a été utilisée que pour écraser (ou échouer à écraser) des guérillas ou tout au plus à mener des batailles en ligne sous protection d'un rouleau d'artillerie et de l'aviation contre de petites armées, de l'Afghanistan à la Syrie en passant par la Tchétchénie et la Géorgie.

Dès l'offensive de février, j'ai lu le livre de J. Lopez sur le dernier désastre de l'Armée rouge : Kharkov 1942. Une offensive risquée de Timochenko pour se faire mousser devant Staline, à partir de Izioum, qui subit le même sort, dans le même paysage, entre les mêmes rivières, pour la conquête des mêmes villes, et se trouva encerclée par une contre-offensive de flancs. J'imaginai ce que « pourrait faire l'armée ukrainienne si elle en avait la force » et c'était effectivement quelque chose du genre de ce qui vient de se passer.

Mais je pensais ces rêveries irréalisables, puisque les Russes « savaient », connaissaient par cœur le scénario catastrophe de Izioum 1942. Et ben non, ils avaient oublié. Ils sont tombés dans tous les pièges. Ils n'ont pas remarqué une armée de 15 000 hommes avec ses chars qui se rassemblait sous leur nez. Parce que depuis deux mois, la télé ukrainienne claironnait qu'on allait attaquer à l'autre bout d'un front de 2 000 km !

La bataille du Sud-Ouest

Dès l'offensive de février, une armée russe est sortie de Crimée et, sans coup férir, a envahi toute la côte de la mer d'Azov à l'est, jusqu'au Donbass, et toute la côte de la Mer Noire à l'ouest jusqu'au Dniepr, immense fleuve central de la Russie d'Europe et de l'Ukraine. Sans coup férir elle l'a traversé, a occupé la grande ville portuaire de Kherson, a remonté le fleuve le long de la rive occidentale, jusqu'à la hauteur où elle occupait la rive orientale, et surtout elle a foncé vers le fleuve suivant, le Bug « méridional » (pour le distinguer du Bug marquant la frontière polonaise), longeant son large estuaire jusqu'au premier franchissement, la ville-port de Mykolaïev. Tous ces succès, sans doute la plus grave défaite de l'Ukraine, sont manifestement dus à la trahison d'officiers ukrainiens censés boucher l'étroit accès au continent depuis la presqu'île de Crimée.

Si cette armée russe avait franchi le Bug à Mykolaïev, elle pouvait rejoindre sans problème la zone moldave sécessionniste, dite « Transnistrie », encerclant Odessa comme l'aile orientale de son offensive a encerclé Marioupol. La Russie aurait ainsi reconstitué le contrôle soviétique de toute la Mer Noire, de l'Abkhazie conquise en 2008 sur la Géorgie jusqu'au Danube. Mais à Mykolaïev, la mobilisation populaire et les éléments patriotes de l'armée ukrainienne ont bloqué l'offensive, la repoussant à un mi-chemin entre les deux fleuves (Dniepr et Bug).

Depuis ce temps, une armée russe occupe une large tête de pont sur la rive droite du Dniepr, menaçant le centre de l'Ukraine mais plus probablement la portion manquante des rives de la mer Noire. Mais elle n'est approvisionnée par voie terrestre (les fameuses GLOC, Ground lines of communication) que par deux ponts traversant l'immensité du fleuve.

Et c'est là que, après l'avoir annoncé à la Terre entière, l'armée ukrainienne a lancé sa contre-offensive fin août. Simple diversion « masquant » la vraie offensive, celle du nord-est ? Sûrement pas. Mais guerre d'un tout autre style : une guerre de siège en rase campagne, où chaque village est un bastion. Toute l'artillerie de précision livrée par les USA, l'Angleterre, l'Allemagne et la Norvège, et les fameux Caesar livrés par la France (qui ont déjà permis de déloger les Russes de l'île des Serpents, bloquant la portion marécageuse de l'Ukraine qui s'étend d'un troisième fleuve, le Dniestr, jusqu'au delta du Danube), s'est déchainée sur ces deux ponts, et sur tous les ponts flottants ou ferries mis en place par le génie russe, sur les centres logistiques, dépôts de munition, réservoirs d'essence, centres de commandement.

La large tête de pont russe sur la rive droite est dorénavant une forteresse assiégée, un « chaudron » : elle ne peut plus être ravitaillée depuis la rive gauche qu'au compte-gouttes, et ne peut plus y faire retraite sauf au prix de très lourdes pertes. Une douzaine d'offensives ukrainiennes locales (plutôt des « reconnaissances en force » ou des « coups de main ») est venue tâter le terrain sur toute la ligne de front, pour constater qu'elle était dorénavant terriblement fortifiée (au détriment de la zone de Kharkiv !).

La tactique ukrainienne qui s'impose est donc d'obtenir sa capitulation, par la démoralisation et faute de moyens, cela combiné avec la poursuite d'attaques concentriques pouvant accélérer la fragmentation de cette zone fortifiée. Finalement, 3 axes semblent privilégiés :

– À l'extrême-nord, le secteur le plus difficile pour les Russes car le plus loin de leurs fragiles « GLOCs » : un grignotage commencé bien avant août.

– À l'extrême-sud, l'avancée la plus profonde, le long de l'estuaire du Dniepr, vers les faubourgs de Kherson.

– Au milieu, grâce au franchissement de l'Inhulets (un affluent parallèle au Dniepr, qui servait de protection naturelle à la poche russe), pour au moins couper la GLOC entre le nord et le sud de la poche, et au mieux atteindre le fleuve là où il devient un lac de barrage, ce qui isolerait totalement les forces russes du nord-est de la poche.

Les résultats en termes de territoires libérés sont donc très faibles : 500 km², soit dix fois moins que l'offensive de 6 jours au nord-est ! Mais ce n'est pas le but.

L'espoir de reddition est-il crédible ? Selon ISW, il y a effectivement des refus de combattre de la part des miliciens amenés du Donbass et qui se demandent ce qu'ils font là, et même des rumeurs de négociations pour une reddition « dans l'honneur et les conventions de Genève » avec certaines unités. L'armée d'occupation ne montrera certes pas l'intransigeante résistance de Tchouïkov à Stalingrad, mais il ne faut pas prendre non plus ses désirs pour la réalité.

Par qui la population se sent-elle libérée ?

Il ne faut pas se voiler la face : avant 2014, il y avait en Ukraine une consistante minorité de la population « pro-russe / anti-européenne », dans les urnes et dans le Donbass. L'offensive russe de février 2022, par sa brutalité et sa cruauté envers la population civile, a formidablement diminué les sympathies pro-russes. Chaque territoire libéré révèle de nouveaux crimes de guerre creusant pour des décennies la haine anti-russe.

Mais, encore aujourd'hui, l'occupation russe bénéficie d'une vraie base sociale dans le Donbass, y compris à Koupiansk. Des militaires ukrainiens revenant des terribles combats dans le saillant du Donbass entre les oblasts de Louhansk et Donetsk pestent contre des civils (souvent des vieilles gens) qui là-bas s'accrochent à leurs maisons, qui les accueillent mal et disent préférer être libérés par les Russes. On pense que ceux et celles qui ont refusé d'être évacués vers le centre ou l'ouest de l'Ukraine (25 %) sont en fait non seulement « trop vieux » mais pro-russes ou plutôt nostalgiques de l'URSS. Inversement, dans l'oblast de Kharkiv, l'offensive des 6 jours a été accueillie comme une libération (fleurs, embrassades, bouffe). Et dans tout le sud l'occupation russe se heurte à une sourde résistance de la population.

Ces contrastes nous éclairent sur la complexité de la question nationale en Ukraine. Ce n'est pas une question de langue. L'Ukraine est massivement bilingue, seules les campagnes sont clairement ukrainophones. « La question

nationale est quant au fond une question paysanne », disait Staline, et en Ukraine c'est un nationalisme anti-russe et anti-soviétique depuis longtemps, depuis la résistance de l'Hetmanat cosaque au XVIII^e siècle, la lutte de l'anarcho-paysan Nestor Makhno contre les armées blanches de Dénikine puis contre les bolchéviques, depuis le génocide stalinien des campagnes ukrainiennes, l'Holodomor.

Les villes sont par nature plus mélangées, et donc plus russophones. Lviv/Lwow à l'extrême-ouest était un tiers ukrainienne, un tiers juive, un tiers polonaise, avant la Shoah et l'épuration ethnique des Polonais en 1945. Au centre du pays, la ville industrielle Krivoï-Rog, devenue Kryvyi-Rih, berceau de Zelensky (qui est juif et n'a appris l'ukrainien que pour sa campagne électorale) était globalement russophone, comme Kharkiv, où se livrèrent 4 grandes batailles de la deuxième guerre mondiale. Kharkiv était d'ailleurs un des foyers « anti-Euromaïdan » en 2014 et pourtant s'est réveillée ukrainienne sous les bombes russes.

Mais nous voyons que la question est plus complexe dans le Donbass : un quart de la population se sent pro-russe, même sous les bombes causées par une agression russe. Il s'agit de personnes retraitées d'un vieux bassin d'industrie lourde (mineurs de charbon, sidérurgistes), réduites au chômage et à la misère par le passage brutal au libéralisme économique... mais aussi « agressées » par le libéralisme moral et religieux. Elles sont choquées par la découverte des nouvelles valeurs, pro-féministes et tolérantes à l'homosexualité, de l'Occident. D'où les accusations d'homosexualité portées par Poutine contre les dirigeants ukrainiens ; il n'ose pas – pas encore ? – souligner leur judéité, parce que c'est assez contradictoire avec l'accusation de « nazisme ».

Qu'en est-il au sud ? Probablement comme à Kharkiv. C'est devenu une colonie russe en 1774, sous le règne de Catherine II (qui y importa le servage), où les Russes eux-mêmes se sentent en exil : cf. Les trois sœurs de Tchekov, natif de Taganrog, ville de garnison au bord de la Mer d'Azov. Ou bien ils en repartent, ou bien ils s'intègrent comme Ukrainiens, sauf peut-être en Crimée, à la population bouleversée par la Shoah et l'épuration ethnique stalinienne des Tatars.

On peut donc s'attendre à des réactions contrastées des populations non-évacuées si l'armée ukrainienne poursuit ses contre-offensives de libération.

Les réactions à craindre de Poutine

Les médias officiels russes ne nient pas la défaite et cherchent à préserver, en chargeant les officiers du front, Poutine et ses sages décisions stratégiques : « dénazifier l'Ukraine » et reconquérir ce qui sera possible de l'ex-empire russe, idéalement le Donbass et le littoral de la mer Noire jusqu'à la Roumanie.

Concrètement, le pouvoir russe se venge de la défaite en bombardant les services publics essentiels aux populations qu'il prétend « libérer » : l'eau et l'électricité. Il ne craint plus d'attaquer les barrages comme celui de Kriviy-Rih sur l'Inhulets pour provoquer une inondation et protéger la poche d'outre-Dniepr. Il ne cache pas son intention de faire de l'hiver prochain, en Ukraine, un enfer de froid et d'obscurité. Le président Zelensky, achevant sa mue de Coluche en Churchill, lui a magnifiquement répondu.

Mais la question se pose et se posera de plus en plus si les défaites russes s'accumulent : comment réagira un homme aveuglé de pouvoir jusqu'à l'ignorance non seulement de la morale et du droit international, mais de la simple réalité ? Par exemple en cas de capitulation « à la Paulus » de son armée isolée sur la rive droite du Dniepr ? On sait comment Goebbels avait répondu : par la « guerre totale ».

Tout le monde pense évidemment à l'usage de l'arme nucléaire tactique de théâtre, et on suppose même que le choix ukrainien d'avoir mené deux offensives à 2 000 km l'une de l'autre était un moyen de s'en prémunir. Est-ce une hypothèse folle ? Pas sûr, de la part d'un fou.

Variante : provoquer enfin l'accident qui menace la centrale nucléaire de Zaporija depuis des mois. Selon l'expérience de Tchernobyl, seule la population ukrainienne serait impactée fortement par les retombées radioactives, et plus marginalement l'Europe centrale et orientale, mais probablement pas la Russie... On imagine le gouvernement ukrainien devant gérer à la fois la guerre et l'évacuation d'un vaste territoire autour de la centrale !

Mais l'escalade des représailles peut monter beaucoup plus haut, viser l'Occident accusé avec raison de soutenir l'Ukraine, selon les prescriptions du mémorandum de Budapest. Par exemple : attaquer la Pologne et la Lituanie, membres de l'UE et de l'OTAN, pour ouvrir le corridor de Kaliningrad... Ce qui serait à coup sûr l'amorce d'une troisième guerre mondiale, avec sa dimension nucléaire. Ou, plus modestement, achever le démantèlement de la Géorgie et voir comment réagirait « l'Occident ». Etc.

C'est la crainte de cette escalade qui retient l'Occident de livrer à l'Ukraine l'outil indispensable à la poursuite de ses contre-offensives libératrices : les chars de combat. Car l'Ukraine finira bien par épuiser les stocks de T-72 que lui offrent les anciens pays du bloc soviétique « passés à l'Ouest ». C'est la même crainte qui induit certains pacifistes à réclamer un « cessez-le-feu sans condition », c'est à dire abandonnant aux Russes les deux tiers du Donbass et le sud de l'Ukraine jusqu'à la Crimée et Kherson.

Une telle position serait une gifle à la résistance héroïque du peuple ukrainien, mais aussi à la seule instance régulatrice internationale un peu démocratique : l'Assemblée générale de l'ONU. Car celle-ci a posé ses conditions : le retrait des troupes russes de l'intégralité de la République ukrainienne dans ses frontières internationalement reconnues, donc Crimée comprise, alors même que l'Ukraine n'est pas si catégorique s'agissant de la Crimée. Même les alliés de la Russie ou les « neutres » (Chine, Inde...) n'ont pas osé aller jusqu'à voter contre, tant le précédent pourrait être dangereux pour la paix mondiale.

De quoi s'agit-il au fond ? D'une stratégie du fou au fort : « Laissez-moi faire tranquillement, car sinon ma réaction peut aller jusqu'au suicide collectif. » On comprend les hésitations de la partie adverse : ne faut-il pas faire la part du feu, calmer la Russie en lui accordant des gains limités, 20 % du territoire ukrainien ? Le problème, c'est que cette stratégie de la part du feu fut déjà celle de Chamberlain suivie par la France face aux revendications successives de Hitler, jusqu'au point de non-retour, l'invasion de la Pologne, mais après avoir avalé à Munich le démantèlement de la Tchécoslovaquie.

Peut-être le démantèlement de la Géorgie (où N. Sarkozy joua le rôle de Flandin, le « petit télégraphiste » de Hitler) fut-il notre Munich ; à moins que la Ghutâ n'ait été notre Madrid. Bref, la stratégie de la « part du feu » (le cessez-le-feu inconditionnel) n'est pas moins grosse d'une escalade qu'un soutien à la résistance ukrainienne. D'autant qu'au « chantage du fou » s'ajoute une pression beaucoup plus réaliste : la fermeture des livraisons de gaz à l'Europe, imposée par la Russie, faute que l'Europe en ait décidé et organisé le boycott, comme le proposait Yannick Jadot, dès mars 2022. On a perdu 6 mois et l'hiver approche. Du coup, une suspension du soutien européen à l'Ukraine apparaîtrait comme la confirmation du jugement méprisant de Poutine : des dégénérés vieillissants et frileux. Et ne ferait que l'encourager à de nouvelles offensives.

Et nous ?

Si la stratégie de la « part du feu » (le « cessez le feu sans condition ») présente de multiples risques d'escalades

futures (pas seulement de la part de la Russie !), en décrédibilisant l'ONU et le droit international, d'autres considérations concernent plus directement les pays occidentaux liés directement ou indirectement (par d'autres traités d'alliance) par le mémorandum de Budapest, dont il faut bien mesurer la portée.

Il s'agit du seul cas où des pays (l'Ukraine et le Kazakhstan) ont volontairement renoncé à des armes nucléaires qu'ils détenaient, en échange de la garantie internationale de leur intégrité territoriale. Ne pas exercer concrètement cette garantie contre un État félon, c'est barrer définitivement la route à tout processus de désarmement nucléaire. Qui oserait demain renoncer à ses armes nucléaires, ou renoncer à s'en doter, si l'Ukraine, qui a donné l'exemple, reste amputée du cinquième de son territoire, voire plus ?

Cependant, nous ne saurions prêcher aux Ukrainiens une guerre à outrance au nom de principes généraux. Par exemple, les crimes de guerre devront être jugés par le Tribunal pénal international ou un tribunal ad hoc, et la Russie devra participer à la reconstruction de l'Ukraine au titre de dommages de guerre, mais cela ne peut être une condition suspensive d'un processus de cessez-le-feu.

Alors que faire ? Comment contribuer à rétablir la paix dans la justice ? Les succès grandissants de l'Ukraine ne peuvent être considérés comme le « commencement de la fin » mais plutôt comme la « fin du commencement », selon le mot de Churchill après El Alamein (fin 1942). On peut rêver d'une acceptation par Poutine du verdict de l'ONU : les très autoritaires dirigeants chinois et indiens, plus lucides que lui, l'auraient, lors de la conférence de Samarcande, encouragé à finir cette guerre au plus vite par la négociation. Il n'en prend pas le chemin.

On peut surtout viser au départ plus ou moins spontané de Poutine. Ce n'est pas absurde, des dictatures se sont effondrées d'avoir été vaincues dans une agression inconsidérée : la dictature des colonels grecs après l'échec de Chypre, la junte argentine après la défaite des Malouines. Le régime d'apartheid sud-africain a capitulé non devant la force de l'ANC mais devant un boycott international appliqué de nombreuses années. Mais il y a des contre-exemples : la tenue de Saddam Hussein après ses défaites face à l'Iran et dans la guerre du Koweït.

La pression internationale ne doit donc pas se relâcher, ni du côté des sanctions économiques, ni du côté du soutien militaire à la résistance ukrainienne. Y compris la livraison des chars, comme le demandent les Grünen/Bündnis 90, pourtant forts d'une victoire « à la Gandhi » contre l'empire soviétique et le Parti communiste de la RDA : mais ils savent que Poutine n'est pas Gorbatchev ni Modrow.

Un mot sur les sanctions internationales : contrairement au discours russe, elles fonctionnent. Un seul indicateur économique reste positif : l'excédent commercial, du fait de l'écroulement des importations. Mais quand la production automobile s'écroule des deux tiers, il est difficile de croire que l'économie va bien !

Le pivotement des exportations d'hydrocarbures vers des alliés ou des neutres (Chine, Inde) a ses limites : il est possible pour le pétrole, en le bradant au-dessous du prix de marché international, pas à court terme pour le gaz, faute d'infrastructure. La Russie brûle dans des torchères le gaz qu'elle n'exporte plus vers l'Europe et, en aout, même la valeur de ses exportations d'hydrocarbure a baissé par rapport à 2021, malgré la hausse des prix unitaires ! Résultat : faute de puces électroniques, la Russie ne peut plus reconstituer son stock d'armes modernes.

Est-ce à dire qu'il ne faut compter que sur de nouvelles offensives victorieuses de l'armée ukrainienne pour précipiter la chute de Poutine ? Non, car ces causes externes n'auront un effet sur le régime russe que par la médiation d'un changement de vision du peuple et des élites russes. Ce qui implique de maintenir à tout prix les canaux permettant aux Russes d'ouvrir les yeux sur la réalité de « l'opération militaire spéciale ». Et Poutine est bien conscient de ce risque, c'est pourquoi il refuse jusqu'à aujourd'hui de proclamer la mobilisation générale : c'est une armée d'engagés et de mercenaires qui affronte en Ukraine un peuple en arme.

Maintenir et ouvrir ces canaux, c'est accepter que le maximum de Russes vienne en Occident ou en Extrême-Orient. Ce qui m'induit à penser que le refus de visa de tourisme ou d'étudiants n'est pas la meilleure idée. En tout cas rien ne doit entraver le flux de Russes qui, écœurés ou simplement inquiets, émigrent, car ils gardent des contacts avec leur famille, même s'ils se heurtent à l'incrédulité de la population restée sur place.

Enfin, que ce soit du fait d'un boycott à notre initiative, ou d'une fermeture des robinets sur initiative russe, l'hiver sera rude en Europe occidentale, certes moins qu'en Ukraine. Mais supporter de mettre en œuvre dès maintenant, par solidarité avec un peuple en lutte pour sa liberté, une sobriété et une conversion écologique à laquelle nous sommes appelés depuis 1992 pour sauver le climat, sera peut-être une « ruse de la raison dans l'Histoire » qui ne nous aura pas coûté grand-chose...

Post-scriptum :

Publié sur AOC-Media : <https://aoc.media/opinion/2022/09/19/guerre-en-ukraine-ou-en-est-on/>